

Allocution de Marc Nicolas, mardi 31/03/09 à 13h

Mon impression, et j'espère qu'elle est partagée, c'est que cela s'effectue dans un climat de confiance réciproque et je n'ai jamais eu l'impression personnellement en tous cas que c'était dans une perspective d'hostilité que cela se déroulait. L'important c'est de dire en une phrase ce que je vous ai déjà dit, c'est qu'on a entendu ce mouvement, on a entendu son message général et que maintenant on a pris connaissance mais on l'a fait aussi tout au long de la semaine avec vos productions écrites, qu'elles soient unanimement votées peu importe, de ce qui était les grands chapitres de votre souhait de changement. La question maintenant c'est d'avancer, d'y répondre et d'organiser un processus de travail qui aborde tous les points que vous avez abordés, sans exclusive, c'est à dire sans faire de tri à priori, on parlera de tout. Ceci dit, on le fera sans angélisme car nous savons et vous savez que vous n'avez pas toutes les informations, toujours, sur tout. Vous savez aussi que si l'école est la votre, elle n'est pas qu'à vous, c'est une école publique, elle appartient à la collectivité, à ceux qui viennent ici donner des enseignements, elle appartient aussi à ceux qui vont vous succéder ; il faut leur transmettre une école en bon état de marche. Je dis ça pour souligner qu'il faudra prendre en considération votre point de vue mais il y en a d'autres. On va faire ce travail à partir de maintenant, dans une méthode sur laquelle je reviendrai après, qui va mettre au travail tous ceux qui sont payés pour ça, c'est à dire tous les salariés de l'école, qu'ils soient des permanents ou notamment des directeurs de département, des salariés à temps partiel dans l'école qui ont une autre vie professionnelle. On va le faire d'une manière active et rapide et je vais en dire un petit mot après. Et puis à la fin, tout cela se fera en concertation avec d'autres. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, nous avons des instances statutaires dans l'école dont une qui est très importante, le conseil d'administration, qui rassemble tous ceux qui ont leur mot à dire sur l'école, des élus des différentes catégories de personnes qui font l'école, mais aussi notre tutelle du ministère de la culture, du CNC, du ministère des finances, et puis des personnalités professionnelles qui sont au nombre de douze et qui représentent un peu les professions auxquelles nous formons ici. Notre conseil a vocation à être le point d'arrivée de beaucoup de choses, même si on est pas obligé de passer au Conseil pour des décisions ordinaires. Enfin, par principe, il me semble que ce mouvement il a suffisamment de force et un message suffisamment clair de votre part pour que notre CA en soit pleinement saisi. Deux points supplémentaires : le premier, il faudra s'interroger, vous l'avez déjà fait, nous aussi un petit peu, mais il faudra qu'on le fasse ensemble, sur les raisons qui ont fait que vous ne vous parliez pas avant. Et puis il faudra s'interroger aussi sur les raisons qui ont fait que vous avez eu besoin de cette forme, du dialogue nouveau, qui fait que les anciennes formes que nous avons qui existent toujours d'ailleurs, n'ont pas fonctionné suffisamment. S'il faut les changer, on les changera. On les changera aussi rapidement pour que les conditions de dialogue puissent être rétablies. Le deuxième point, c'est vous redire en amont, ça exige beaucoup de temps et beaucoup de parole mais que dans vos discussions, vos propositions, vos textes, vous avez eu des mots assez durs sur la définition de l'école en tant qu'école de cinéma. Ça fait je crois partie aussi du jeu, du moment qui a été le vôtre. Ce que je veux vous dire de manière très ferme, c'est que beaucoup ici partagent des convictions qui sont très communes et qui sont je crois assez proches des vôtres en fait, que l'idée d'une école de cinéma est gouverné par une vision artistique d'ensemble, que c'est gouverné par des considérations comme le cinéma en tant qu'art, qu'on a ici la conviction qu'il n'y a pas de séparation entre l'artistique et le technique par exemple et le professionnel d'ailleurs. Bref, il va nous falloir les réaffirmer probablement, d'ailleurs ça été demandé par certains d'entre vous, cela fait partie de certains textes. L'école n'est pas sans doctrine, sans projet général, même si elle est suffisamment exprimée dans des textes en particulier qui le mettent noir sur blanc. Alors, avec tout ça ce que je veux vous dire, ce qui va s'enclencher maintenant c'est un processus de travail rapide, décidé, je l'ai dit aussi à vos délégués, dans l'esprit de prendre des décisions fortes dans certains cas, il me semble que sur certains points, c'est ce dont nous avons besoin. Et c'est peut-être sur ces points là que votre mouvement va faire des sauts de pensée, si ce n'est de pensée, en tous cas d'action. Je veux vous dire aussi que contrairement à ce

que j'ai pu lire, il est de mon devoir de vous le dire, des décisions fortes, on en a pas manqué ces dernières années. Peut-être on ne les a pas assez décrites ni assez soulignées, pas assez présentées, mais si j'ai en tête ces dernières années, je dirai que la création de la filière distribution-exploitation il y a cinq ans, dans un climat qui n'était pas favorable dans l'école même, avec des hostilités au sein même du comité des études, exprimées très vivement, ça n'a pas été autre chose qu'une décision forte. La création de stages dans tous les départements, et c'est il y a quatre ans dans un climat qui n'était pas d'absolue convergence, c'était une décision forte. Il y aussi le lancement d'une politique d'échanges internationaux, qui fait que maintenant nous sommes le modèles de beaucoup d'écoles étrangères sur ce point et qu'on a créé un accord d'échange par an. La semaine dernière, j'étais à Tokyo avec Julie, et on a conclu le principe de deux accords avec la Corée et le Japon, c'était une décision forte. Je pourrais en aligner d'autres : le grand accord avec le Conservatoire d'Arts Dramatiques, dont tout le monde disait dans l'école qu'il était impossible à mener parce que le planning ne le permettait pas, nous l'avons fait. Je ne vais pas continuer ma liste, et surtout je ne veux pas qu'elle apparaisse comme une liste en défense, mais c'est pour vous dire que faire régulièrement des petits sauts dans notre organisation, dans notre manière de travailler, elle a été toujours présente durant ces dernières années. On en a accompli certains, vous nous demandez aujourd'hui d'en accomplir d'autres. Ces autres sauts, je crois pouvoir le dire, font l'objet d'un accord général dans l'école, y compris au sein du personnel, y compris au sein du comité des directeurs de département, donc ce sont des questions que nous allons pouvoir aborder sereinement. Et c'est de cela que je veux que vous soyez persuadés, c'est à dire que ce qui s'enclenche maintenant ce n'est pas une réponse tiède « parce qu'il le faut bien », parce que vous êtes là dans la cour, etc. C'est parce que l'on a la conscience qu'il y a là des choses à faire. Sur la méthode, juste un petit mot, je l'ai présentée hier aux délégués, et je leur ai proposés de vous y associer, en tous cas voilà ce qu'elle sera : nous allons commencer à partir de demain probablement. On est en train d'y travailler aujourd'hui même : j'ai demandé aux directeurs d'analyser votre texte, on le fera collectivement en fin de journée, on a commencé à le faire informellement. Il faut établir des thèmes qui seront l'objet de petits groupes de travail animés par les directeurs de l'école et associant des directeurs de département, des salariés bien sûr, pour avancer sur un certain nombre de points. D'abord il faut faire des analyses, car je crois que qu'il est très important et vous l'avez vécu cette semaine, de partager des analyses avant de partager des solutions. Il faut que ces petits groupes, et c'est ça ma proposition, vous puissiez y être associés dès le début, par exemple en désignant parmi les délégués, à vous de voir lesquels, éventuellement ceux que vous avez déjà désignés et que j'ai rencontré à deux reprises et que le calendrier soit pour le premier mois le suivant ;: qu'on commence dans les prochains jours et qu'on ait un premier rendez vous vendredi de la semaine prochaine de nouveaux avec tous les élèves pour leur présenter une première synthèse de ces analyses, éventuellement assortie de quelques décisions même si dans ce temps là c'est forcément des petites décisions et puis qu'on ait un deuxième rendez vous dans quinze jours après la poursuite du travail de ces groupes dans les mêmes formes, également en présence de tous les élèves pour présenter l'avancement des analyses et éventuellement des décisions. Voilà pour le mois d'avril, ce qui se passe au delà , évidemment ça continuera.....

Question de Xavier : « En fait je crois qu'on s'est bien entendu, tout ce que vous avez dit sur le calendrier c'est très clairOn avait besoin aussi d'entendre vos positionnement sur l'école, non pas sur les grandes décisions qui avaient été prises que vous avez listées, sur les créations de filières... on avait besoin d'entendre autre chose que le déploiement d'un calendrier et discussion autour de l'école, mais plutôt votre positionnement autour de la situation qu'on a essayé de mettre en place autour de l'école, et notre sensation par rapport à ça et je crois que ça manque un petit peu dans ce que vous avez dit. »

MN : « C'est pas que je veux contourner ce sujet, mais je pense qu'il y a des moments et des lieux pour faire les choses et je vais quand même rester un peu dans des questions de forme. Quand je vous dis « on a entendu le message et des changements peuvent intervenir et que on peut

maintenant les organiser», je pense que certains d'entre vous peuvent me dire « mais pourquoi ça n'a pas eu lieu avant ? » Alors, il faut là dessus faire une réponse à plusieurs étages. La première, et ce n'est pas du tout une dérobade, c'est que sur plusieurs des points que comporte votre document, l'école a des projets, qui sont déjà énoncés et qui sont déjà sur la table de travail. J'en prends deux qui me viennent à l'esprit. Le site internet : voilà maintenant six mois, ceux qui siègent au CA le savent, on a réservé dans le budget une somme de quarante mille euros pour y travailler. On n'y a pas travaillé encore parce que dans la charge de travail de l'école, dans la disponibilité de ceux dont c'est le travail de le faire, ça n'a pas été possible. Je prends un autre exemple : celui des technologies numériques notamment dans la chaîne de postproduction à l'école, ça fait partie des sujets prioritaires que j'ai fixés à Marc Urtado pour les mois qui viennent. Ce sont des choses qui pour moi sont déjà sur le tapis, et qui sont déjà dans certains cas budgétairement possibles. Après il y a d'autres sujets qui sont complexes et les formes que prennent les décisions chez nous, la collégialité, en particulier dans le domaine des études, le fédéralisme relatif de notre organisation des études, ne rendent pas facile certains types de décision sur l'équilibre globale des études.

Je vous ai cité tout à l'heure l'exemple des stages - ce n'est pas pour faire un catalogue de ce qui a été fait mais pour vous expliquer que j'ai personnellement poussé pour que des stages soient créés dans tous les départements et en ai convaincu l'ensemble des directeurs de départements. Il a fallu un travail très important pour emménager la possibilité. A tel point d'ailleurs que pour le département réalisation la solution qui a été trouvée et, au fond, assez bancal.

Je pourrais multiplier les exemples dans lesquels, encore une fois, la collégialité des décisions, le fédéralisme de notre organisation, l'entrelacement des départements, tout ça rend des changements de grande ampleur difficile, du moins quand on les envisage par une pente qui n'est pas radicale. Et quand on a pu les dépasser c'est parce qu'on avait choisi une pente radicale.

Je vous ai cité, tout à l'heure, l'exemple de notre accord de travail annuel avec le Cnsad. A l'origine de cet accord, Claude S. (qui dirigeait le conservatoire) et moi-même avons décidé, tous les deux seuls, que ça aurait lieu alors même que la structure des deux écoles disait, je parle de situation et non d'individus, que c'était pas possible. Nous l'avons rendu possible au prix d'un travail qui vait été compliqué à établir. Voici quelques éléments d'informations sur la difficulté mais je pourrais en citer plein d'autres mais je ne veux pas entrer dans le détail de notre travail. J'en cite quand même un : tout ce qui concerne vos activités et l'organisation par les élèves d'activités est quelque chose en faveur duquel je me suis souvent prononcé. Je rappelle que j'ai moi-même demandé la création du b.d.e il y a 6 ans. Il n'en existait pas. Mais il existe un obstacle à cela, c'est votre petit nombre.

Il y a tout un tas d'éléments qui sont dans la carte de définition de l'école qui ne sont pas des éléments qui favorisent. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas dépasser les obstacles. Je pense qu'on peut le faire. Et sur certains points cités, on peut le faire. Et on va le faire.

Voilà.

Mais j'ai pas répondu à votre question Xavier donc revenez la poser.

Question de Xavier : je suis un peu embêté encore... Tout simplement, oui ou non, était-il le temps de s'arrêter ? Il y avait-il un problème dans cette école autour de ces points de tensions entre la professionnalisation (stages, filières...) et l'idéologie artistique, de la création et de la place des étudiants dans ce projet ? Il y avait-il un problème à ce niveau là ? Je pense que c'est ce qu'on attendait de vous aujourd'hui.

M.N : Si vous posez la question comme ça ! Évidemment qu'il y a un problème de tensions. Notre école est une école d'art, une école technique, une école professionnelle. Au confluent de chacun de ces termes, il y a une tension, une contradiction. C'est évident.

Xavier me dit qu'il s'agit de tensions positives. Bien évidemment, dans art-technique, technique-profession, art-profession, il y a que de la tension et pas forcément négatives. On a, depuis toujours, traité avec ça et notre scolarité dans son état actuel, je pense, articule des éléments qui renvoient à chacun de ces points.

J'ai pas envie de m'exprimer à titre seulement personnel, et jamais je n'ai pensé que l'école était l'expression de mes idées personnelles. Mais sur chacun de ces chapitres, on est ni dans un état figé ni parfait.

Comment faire ? prendre un exemple ?

J'ai la conviction, par exemple, et depuis longtemps, que dans la façon dont l'école vous permet de vous construire un projet artistique et un projet professionnel, aujourd'hui, on a des progrès à faire.

Les deux, d'ailleurs, sont en tension, et ça peut-être convergent. Dans sa scolarité, on peut, d'un même mouvement, construire les deux. Voilà un domaine dans lequel je pense qu'il y a des choses à faire et l'école, là-dessus, si vous me poussez dans mes retranchements, est déficitaire. Là-dessus, on l'est absolument. En tout cas, pour la majorité des élèves. Certains sortent de l'école sans doutes sur leur projet artistique et professionnel. D'autres moins.

Maintenant, est-ce que cela (les états généraux) était nécessaire ? Moi, j'ai même pas envie d'en juger. Vous avez, vous, fait la preuve que c'était nécessaire. Sans faire de tautologie, vous avez dit « *c'est nécessaire, on va le faire.* »

Je disais tout à l'heure, pourquoi vous ne vous parliez pas avant ? Pourquoi ces paroles, dont certaines ne sont pas très difficiles, ne sont pas advenues avant ? C'est un sujet de réflexion qui n'est pas épuisé pour vous et pour nous aussi. De là à penser que l'école en est entièrement responsable, je ne peux pas le penser. Comme je l'ai déjà dit à certains qui me disaient « *mais enfin c'est quand même bizarre que les élèves nous disent que s'ils se parlent pas c'est à cause de nous alors que voilà il y a la cafet, la cour, ce banc...Qu'ils ne se parlent pas à cause nous, c'est quand même absurde* ». La réponse que je leur ai faites : « *je comprends ce que tu me dis, mais en même temps, je sais un peu pourquoi l'école, sa structure de scolarité, effectivement, freine ça un peu. J'en ai moi une idée.* » Et c'est pour ça que je dis que sur de tels sujets, je n'ai pas de doutes que l'on puisse échanger des idées sincèrement et des analyses qui se rejoignent.

Donc est-ce que c'était nécessaire d'en arriver là pour dépasser ces points de tensions ? oui, parce que vous l'avez fait et d'une certaine manière ce que vous avez dit et fait peut nous aider à dépasser des choses que notre fonctionnement ordinaire bloque. Et tant mieux si c'est le cas, et je ne fais pas de démagogie, mais sur un certains nombres de points, c'est vrai. Si je dois en prendre un exemple sans rentrer dans les détails. J'ai, par exemple, la conviction que à la racine de rendre possible pas mal de choses que vous avez cités, il y a d'alléger fortement le programme de la scolarité actuelle. J'ai cette conviction depuis plusieurs années, je l'ai exprimé publiquement depuis plusieurs années. J'ai dit qu'on a parfois fait le saut par dessus, on a réussi, mais il reste encore beaucoup à faire. Et j'ai déjà dit lors du dernier comité des études que sur ce terrain là, je serais assez combatif. C'est pas une solution miracle mais à l'évidence, c'est un point de passage.

Ca, pour vous répondre Xavier, c'est peut-être plus facile maintenant qu'il y a quinze jours. Mais ça reste très difficile et on va le voir dans les semaines qui viennent.

Question de Vincent le Port : Vous avez dit qu'il était logique qu'il y a dans cette école une vision d'ensemble, un objectif. Et dans une école, une vision d'ensemble correspond à une vision de la pédagogie. J'aimerais entendre clairement ce qu'il en est réellement de cette vision de la pédagogie dans l'école actuellement ?

M.N : Comment faire bref sur le sujet ? Je dirais très simplement que, comme dans beaucoup d'écoles d'art, notre projet pédagogique c'est l'articulation d'enseignements techniques et ensuite d'une pédagogie du projet, par projet ; donc le mélange de transmissions de techniques, de manières de faire et puis d'autre part l'entrelacement dans cet ensemble de projets individuels ou de projets collectifs des élèves, les deux constituant la tresse qui permet de construire un projet artistique et professionnel fondé sur des maîtrises techniques. C'est un peu sec ce que je dis là, mais cela correspond à peu près à ce qu'est notre projet pédagogique et qui d'ailleurs ressemble beaucoup à celui de la plupart des écoles d'art qui nous environnent. Et j'inclus dans les écoles d'art les écoles d'architecture, par exemple. Après il faudrait raffiner à l'infini, expliquer aussi qu'à l'intérieur de cela il y a, j'ai parlé du professionnel tout à l'heure, j'ai parlé des stages par exemple, mais ça

pourrait être autre chose aussi : l'injection d'une composante professionnalisation. C'est ce qui fait les trois... technique, artistique, professionnel, c'est comme cela que la liane fonctionne. Avec des nuances, un peu par département, qui correspondent aussi à ce dont je parlais tout à l'heure, pas seulement des différences des métiers auxquels on forme, on forme à dix métiers aujourd'hui, mais aussi à ce que j'ai appelé le fédéralisme, c'est-à-dire la confiance qui est faite à un certain nombre de professionnels qui sont les intervenants ici, que ce soit les directeurs de département, qui sont des super-intervenants, si je puis dire, ou bien les intervenants au quotidien. J'ai répondu ?

Question de Vincent Cardona : Du coup, par rapport à ce projet pédagogique, est-ce que vous pensez que ce projet là, c'est-à-dire le projet pédagogique qui en gros on va inciter, favoriser les projets de chaque élève contribue à un des dysfonctionnement que nous avons constaté, à savoir le cloisonnement ?

M. N. : D'abord, le point que j'ai oublié, qui est très important dans notre projet pédagogique, c'est un peu une toile de fond, c'est par ailleurs l'affirmation que nous n'avons pas de cinéma préféré. C'est-à-dire que les enseignements à la Fémis ne prescrivent pas un style cinématographique, vous savez que c'est évidemment une composante très importante que j'ai oubliée. Sur la question de Vincent, on en revient un peu à des considérations techniques que j'ai déjà évoquées, c'est-à-dire que la construction de cette tresse, les enseignements techniques, les projets de chacun, qui sont individuels ou collectifs, les enseignements professionnalisants, quand on le pratique dans un cursus à huit départements entrelacés, ce qui est le cas dans le cursus principal et les scriptes, on multiplie les occasions de rigidité, parce qu'on multiplie les occasions de rétro-dépendance. Donc cela est une difficulté objective très très forte, que n'importe quel membre du comité des études, directeurs de département, responsables de cycle, pourra vous décrire finement. C'est : qu'est-ce qu'il se passe si, la quatrième semaine de mars, on déplace dans tel département tel enseignement. En général c'est des effondrements en domino à côté. Elle est là la difficulté, elle est dans l'organisation concrète des choses. Elle n'est pas dans l'organisation d'un principe des choses, c'est-à-dire que la poursuite en parallèle d'une pédagogie du projet pour les différents types d'élèves, elle n'est pas en soi une source de rigidité. Et d'ailleurs on connaît, d'une certaine façon, en quatrième année une forme d'organisation qui n'est certes pas parfaite mais qui allie le projet individuel et une possibilité que ça se fasse, sans une excessive rigidité, puisque, comme vous le savez, en quatrième année, beaucoup des choix d'associations sont libres et que tous les choix de films par exemple le sont, le travail de fin d'études en général. Et oui, c'est vrai, huit départements qui travaillent ensemble sur un programme très plein, il y a de la rigidité à tous les étages. Mais pour moi ça ne conduit pas à remettre en cause les fondements de ce que j'appelais cette tresse : technique, projets, professionnalisation. En revanche ça oblige à se poser des questions sur le système dès lors que le prix que le système fait payer aux changements est trop élevé et que la gestion des changements est très difficile. Donc ça veut dire que, régulièrement, il faut secouer par les pieds le système. Je le redis même si cela ne vous apparaît pas, on l'a fait quand on a créé les stages, on l'a fait quand on a créé les séjours à l'étranger ; ce temps n'existait pas dans la scolarité. On a su l'inventer. Qu'il faille re-secouer le système par les pieds régulièrement, c'est une évidence presque génétique de notre organisation. Et pour revenir à votre question de tout à l'heure Xavier, qu'il faille le faire maintenant, personnellement j'y adhère.

(silence général)

Question de Vincent Tricon : Donc on a beaucoup parlé, ces semaines, d'ouverture de l'école sur l'extérieur. Donc je voulais vous demander, parce que vous nous parlez beaucoup d'ouverture sur des structures à l'étranger : est-ce que vous avez quand même imaginé des partenariats avec d'autres écoles, et pas seulement le Conservatoire, à savoir d'autres écoles de cinéma, mais aussi, je ne sais pas, d'autres écoles d'art, justement, pour quelque part réfléchir à la possibilité de faire d'autres choses que du « cinéma » comme on a un peu l'habitude d'en faire ?

M. N. : Bon, la réponse est oui. D'abord, on a fait une petite chose, dont j'ai conscience qu'elle est petite, mais c'était de notre part une volonté forte – et elle est venue *d'ici*, même de moi je peux dire. Avec l'école des Arts déco, on vient de faire un petit exercice, qui est petit, mais bon, qui est intéressant et dont j'ai toujours dit à mon collègue des Arts déco que je souhaitais qu'il soit le fil qui dépasse, qu'on tire dessus ensuite. Avec le Conservatoire National de Musique, j'ai demandé à Carole depuis deux ans de travailler à un accord qui pourrait notamment concerner les films Un Plan, mais qui pourrait aussi concerner les Fictions 35. Il n'est pas encore formellement établi, mais la discussion a lieu. Et puis j'ai en ce moment-même des discussions avec une école d'art qui souhaite elle aussi envisager des choses avec nous. Et là je dirais que mon point de vue est simple, et je l'ai exprimé depuis plusieurs années : je considère qu'aussi bien les écoles étrangères que les écoles françaises sont non seulement des partenaires naturels, mais obligés. Et que... ce qui m'a semblé étrange quand je suis arrivé ici, il y a quelques années, c'était de voir qu'il n'y en avait aucun. C'était de voir aussi que dans certaines des écoles partenaires en question, il n'y en avait pas non plus. Et quand je vous ai dit, sur l'international, tout à l'heure, que nous avons le modèle aujourd'hui, c'est pas une formule, et c'est pas pour s'envoyer des fleurs : ça fait six ans que nous tenons au mois d'avril un séminaire où on invite vingt-cinq directeurs d'école. Depuis six ans, on tape sur le même clou, qui est : faisons des échanges. Au début, ils riaient, ils disaient : « *vous êtes gentils, mais c'est pas possible* ». On en a fait depuis quatre et maintenant, c'est eux qui s'adressent à nous, en nous disant : « *Comment t'as fait ? et est-ce qu'on peut pas nous aussi en avoir un avec vous ?* » Donc sur ce terrain, je pense que les choses ont beaucoup changé. A l'intérieur de la France, même, pour parler des autres écoles, pas seulement de cinéma, c'est certain qu'il y a plein de gens qui sont prêts à travailler avec nous. Je vais même au-delà de ça : il y a d'autres organismes qui ne sont pas des écoles, qui sont prêts à travailler avec nous. Et la question qui se pose en ce moment – et c'est pour ça que je boucle avec ce que je vous disais sur la scolarité – c'est que les rares fois où on a fait des choses, c'était [?] ou bien des discussions que j'ai eues encore au cours des derniers mois, j'ai dit à mes interlocuteurs : « *Ce serait bien si on faisait ça* », mais il va falloir qu'on le fasse avec des anciens élèves. Pourquoi ? Parce qu'avec les élèves, il n'y a pas la place. Et je pourrais vous citer plusieurs idées de projets. Je peux vous en citer un à titre d'exemple, parce qu'il me vient à l'esprit à l'instant. J'ai discuté il y a déjà trois mois avec la directrice du Centre National de la Danse, qui est un lieu que vous connaissez peut-être, certains d'entre vous, qui est un lieu qui a plusieurs métiers, un grand centre de documentation, un centre d'information sociale pour les danseurs... il y a un lieu de résidence et puis un lieu d'expérimentation. Donc j'ai évoqué avec l'idée que des danseurs qui sont intéressés à injecter dans leurs chorégraphies un travail avec image vidéo puissent travailler avec la Fémis – des élèves de la Fémis. Voilà typiquement quelque chose qui ressort de ce que vous dites et qui aujourd'hui, dans la scolarité d'aujourd'hui, n'est pas possible. Personnellement, je trouve que c'est très dommage. Et je crois avoir entendu dans vos propos que vous le pensez aussi. Après, la question, elle n'est pas métaphysique, hein, c'est une question d'organisation et de concurrence entre activités. Et qui est une question très complexe dès lors qu'on a dit que l'école ne saurait être déficitaire sur un certain type de ses enseignements techniques, qu'elle ne saurait être non plus un simple cadre mou dans lequel se déroulent des projets de toutes natures, et qu'il faut mélanger tout ça dans une charpente qui corresponde à un projet général. Donc il ne suffit pas d'avoir une baguette magique et de dire : « *Tiens, c'est possible* ». Pour prendre l'exemple dont je vous parle, Carole ou d'autres pourraient en témoigner, à partir de ces discussions avec le Centre National de la Danse, j'ai dit : « *Mais c'est quand même fort qu'on ne puisse pas imaginer quelque chose alors qu'il y a sûrement dans l'école trois élèves passionnés de danse et qui ont envie de faire quelque chose avec de jeunes chorégraphes du CND !* » Donc ceci pour dire que nous avons sous le pied beaucoup de réserve, à la Fémis, et en particulier qu'on a une force qui est, je crois, notre crédibilité, la qualité de notre école, de ses élèves, de vos travaux, et que dans une perspective de développer des choses comme ça, je ne veux pas dire que c'est facile, mais on a de réelles possibilités, de réelles perspectives. Mais pour ça, il faut avoir aménagé un cadre qui soit accueillant à des choses imprévues. Et peut-être c'est ça, aussi, une réponse qu'il

faut faire à vos différentes questions : à mes yeux, un des grands défauts de notre programme aujourd'hui, il tient là, c'est qu'il ne sait pas accueillir des choses imprévues. Il est trop plein. Il faut donc organiser, ce qui n'est pas théoriquement une chose inatteignable, peut-être des cases vides – des cases vides où il y a marqué : « imprévu ». Comme dans vos budgets de films. Là, ce n'est pas dans les budgets, c'est dans le cursus de l'année. Des semaines entières où il y a marqué : « imprévu ». Sachant que cet imprévu – et là-dessus je vous rassure –, la Fémis d'aujourd'hui, avec l'équipe que nous sommes, avec la réputation qui est la nôtre, avec la qualité des films que vous faites, ne sera jamais en déficit de trouver des partenaires pour les cases « imprévu ». Aujourd'hui, c'est plutôt le contraire. Il m'est même arrivé dans certains cas de négocier des choses, d'obtenir des accords, et puis de les mettre en *standby* parce que la case « imprévu » n'existait pas. Je pense en particulier à ce que vous appelez, dans votre papier, « *carte blanche* ». En fait, « *carte blanche* », c'est « imprévu ».

(silence)

Si c'est fini, je veux quand même vous donner une information. Elle n'a pas grand-chose à voir avec tout ça : c'est simplement vous dire, puisque vous êtes tous réunis et que je l'ai appris ce matin, que notre président Claude Miller a eu un petit pépin de santé qui fait que – alors que je vous avais dit hier encore que je devais le voir demain et que je lui avais proposé de vous rencontrer rapidement –, en fait il est immobilisé là où il est, aujourd'hui, aux Etats-Unis, parce qu'il a dû subir une petite intervention chirurgicale. Il va bien, parce que je ne lui ai pas parlé directement mais j'ai un message de lui sur mon répondeur, je pense que je l'appellerai tout à l'heure. En tout cas, il faut vous dire que, au moins pendant deux semaines, Claude n'est pas en France. Information en direct.

Vincent Cardona : Donc s'il n'y a plus de questions, voilà, je voulais juste vous avertir que notre travail continue, pour ceux qui disponibles pour continuer cette réflexion, et qu'on vous donne rendez-vous dans, on va dire, un quart d'heure dans la cafétéria pour revenir, faire les compte-rendus sur les ateliers qui ont eu lieu hier. Il faut qu'on travaille, on l'a bien vu, c'est un problème de structure ; si ces problèmes durent depuis si longtemps, c'est des constats récurrents, eh bien il faut que nous, on soit une vraie force de proposition, c'est-à-dire qu'on arrive pas avec une solution qui tienne en deux lignes et qui change tout, mais qu'on arrive avec de vraies propositions, concrètes, et que si ces propositions sont concrètes on va pouvoir les porter, les défendre, et pouvoir discuter avec tous les permanents de l'école, et voilà. Et puis sinon, pour conclure, eh bien on verra dans les prochains grands rendez-vous publics qui arrivent et qui tiendront compte de l'avancée des négociations, si on, si vous, les étudiants, l'assemblée générale des étudiants, a le sentiment qu'on avance et que tout ce mouvement sert à quelque chose. Voilà.